

L'arme alimentaire: un premier bilan

par Olivier Nicoloff

Le jour de Noël 1979, le peuple d'Afghanistan reçut un curieux cadeau: L'Union soviétique envahissait son territoire et installait à Kaboul un régime fantoche totalement soumis aux diktats russes. Et le bruit saccadé des bottes de l'Armée rouge qui martelaient le sol afghan résonnait dans le cerveau blessé du président américain Jimmy Carter, en quête de réélection. C'est alors que ce dernier, dénoncé par ses adversaires politiques, M. Reagan en tête, comme étant faible et indécis, décida de répliquer durement. Il imposa, avec une série d'autres mesures, un embargo sur les céréales destinées à l'empire communiste. Or voilà qu'à peine deux mois plus tard un haut fonctionnaire du département d'État à Washington reconnaissait que le geste était devenu purement symbolique. Cet exemple, que nous détaillerons, va nous permettre de tracer un premier bilan de ce qu'il a été convenu d'appeler l'arme alimentaire.

Précédents

Cette idée d'utiliser la nourriture comme instrument de lutte face à un ennemi n'est pas nouvelle, datant même sans doute des premiers temps de la civilisation: qui n'a pas entendu parler des villes assiégées que l'on affamait afin qu'elles se soumettent? Et le Cambodge de 1980 nous offre encore ces scènes effroyables de populations directement privées d'aliments pour la plus grande gloire des armes. La version occidentale et «humanisée» de l'arme alimentaire ne va pas aussi loin, bien sûr, mais l'agence de renseignements américaine (CIA) espérait quand même en 1974 que «Washington (puisse) acquérir pratiquement un droit de vie et de mort sur le sort des multitudes démunies», y voyant là «une influence politique et économique extraordinaire.» Avant même que ce rapport célèbre de l'agence américaine ne mette soudainement «à la mode» ce concept d'arme alimentaire, nos voisins du sud avaient utilisé l'embargo céréalier à deux reprises, dans des conditions et avec des objectifs fort différents: une fois contre le Japon, l'autre fois contre le Chili.

On se souvient qu'en 1970 le peuple chilien avait élu à la tête de l'État le marxiste Salvador Allende. Effrayé à l'idée que cet exemple de voie démocratique au socialisme puisse se propager, principalement en France et en Italie, le gouvernement des États-Unis décida de tout mettre en œuvre pour faire tomber le nouveau régime du Chili. Un des moyens qu'il n'hésita pas à employer

M. Olivier Nicoloff poursuit des études avancées en science politique à l'Université Laval. Il est de plus à l'emploi du Centre québécois de relations internationales.